

*République Française*

*Commune de Saint Barthélemy*



*Rapport de présentation  
en vue du  
**débat sur les  
orientations budgétaires**  
pour l'année 2005*

*Direction Générale des Services – Hôtel de Ville – La Pointe – Gustavia – BP 113  
97098 SAINT BARTHELEMY CEDEX  
Téléphone : 05 90 29 80 40 – Télécopie : 05 90 27 71 77 – e-mail : [mairie.stbarth@wanadoo.fr](mailto:mairie.stbarth@wanadoo.fr)*

## PLAN DU RAPPORT DE PRESENTATION

	Page
<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>1 – BREF RAPPEL SUR LE CALENDRIER BUDGETAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>2 – NOS MARGES DE MANŒUVRE .....</b>	<b>4</b>
<b>A – Les recettes de fonctionnement</b>	
<b>B – Les dépenses de fonctionnement</b>	
<b>C – La détermination de l'épargne brute</b>	
<b>3 – NOS REALISATIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>A – Les recettes d'investissement</b>	
<b>B – Les dépenses d'investissement</b>	
<b>4 – LES ORIENTATIONS POUR UNE ANNEE DE DECISION .....</b>	<b>10</b>
<b>A – Les prévisions en fonctionnement</b>	
<b>B – Les prévisions en investissement</b>	
<b>1 – L'évolution des recettes</b>	
<b>2 – Restes à réaliser : les opérations poursuivies</b>	
<b>3 – Les investissements à prévoir</b>	
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>15</b>

~~~~~

Mesdames,  
Messieurs les Conseillers Municipaux,

Le débat d'orientation budgétaire est l'occasion pour les élus municipaux d'examiner attentivement la situation budgétaire et financière de la commune. « Il doit surtout permettre aux élus de s'approprier les enjeux futurs de la collectivité ».

Cette disposition de la loi, dont il est utile de rappeler les différentes dispositions en matière budgétaire, garantit le droit à l'information des élus et des citoyens en améliorant la transparence en matière de choix budgétaires, et constitue, d'un point de vue fonctionnel, un moment stratégique dans la relation entre les élus et les services, et d'un point de vue participatif, un temps fort de la communication locale.

Aux prémices d'une année 2005 porteuse d'espoir et de changement pour Saint Barthélemy, les choix des responsables élus doivent s'inscrire dans une dynamique de développement durable afin que la volonté politique, le cadre de vie des habitants et les potentialités économiques évoluent dans une synergie bien comprise et acceptée par tous les acteurs qui y vivent ou qui ont choisi d'y vivre.

## **1 – BREF RAPPEL SUR LE CALENDRIER BUDGETAIRE**

Les différentes étapes obligatoires de l'élaboration, du vote et de l'exécution du budget de la commune sont les suivantes dans l'ordre chronologique:

- ⇒ Tenue du débat d'orientation budgétaire au cours des deux mois précédant le vote du budget, pour les communes de plus de 3.500 habitants.
- ⇒ Date limite de vote du budget primitif de l'année : le 31 mars, ou dans le délai de 15 jours à compter de la communication des informations financières et fiscales nécessaires à l'établissement du budget si elles n'ont pas été transmises avant le 15 mars par les services préfectoraux (ex : dernières informations communiquées le 3 avril => au plus tard, vote du budget le 18 avril et transmission le 3 mai).
- ⇒ Transmission obligatoire du budget dans un délai de 15 jours après la date limite de son vote (art L.1612-8 du CGCT).
- ⇒ Présentation du compte de gestion par le comptable avant le 1<sup>er</sup> juin. Le conseil municipal doit approuver le compte de gestion du receveur municipal avant le vote du compte administratif.

- ⇒ Etablissement et présentation du compte administratif, par le maire, et vote par le conseil municipal (en l'absence du maire) avant le 30 juin.
- ⇒ Le budget supplémentaire, qui est un budget d'ajustement peut être voté après le 30 juin jusqu'au 31 décembre.

## **2 - NOS MARGES DE MANŒUVRE**

Comme il est d'usage, au moment où nous préparons le présent rapport, nous ne disposons pas des chiffres définitifs pour la comptabilité de l'année 2004. En effet, si les dépenses de l'exercice sont closes, il n'en va pas de même pour les recettes dont certaines restent à nous être transmises par le receveur. Nous précisons que cette situation, si elle pénalise la comptabilité communale, n'est pas anormale car certaines subventions d'investissement sont versées en fin d'exercice après la réception de tous les documents justificatifs par les administrations supérieures. Toutefois, on constate bien souvent que les investissements sont terminés et payés depuis de longs mois avant que les subventions ne soient versées.

### **A. Les recettes de fonctionnement**

#### **Recettes de fonctionnement par origine en 2003 et 2004**

| Origine  | Libellé                               | 2003                |                              | 2004                |                              |
|----------|---------------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|
|          |                                       | Montant             | % Origine                    | Montant             | % Origine                    |
| Commune  | Droit de quai                         | 4 597 400 €         |                              | 4 673 486 €         |                              |
| -        | Taxe sur l'électricité                | 134 563 €           |                              | 282 905 €           |                              |
| -        | Dts licence déb. boissons             | 83 €                |                              | €                   |                              |
| -        | Produits gestion courante             | 505 791 €           |                              | 647 844 €           |                              |
| -        | Redevances DMIC                       | 700 990 €           | 11 188 345 €                 | 1 406 496 €         | 11 963 941 €                 |
| -        | Versement Régie des Eaux              | 2 464 590 €         |                              | 2 365 389 €         |                              |
| -        | Autres produits                       | 724 847 €           | <b>75,3 %</b>                | 120 677 €           | <b>67,8 %</b>                |
| -        | Taxe sur les carburants               | 1 964 190 €         |                              | 2 180 940 €         |                              |
| -        | Revenus des immeubles                 | 95 891 €            |                              | 108 878 €           |                              |
| -        | Vente de vapeur d'eau                 |                     |                              | 163 515 €           |                              |
| -        | Libéralités reçues (dons)             |                     |                              | 13 811 €            |                              |
| Région   | Octroi de mer                         | 1 678 851 €         | 1 678 851 €<br><b>11,3 %</b> | 2 058 264 €         | 2 058 264 €<br><b>11,7 %</b> |
| Etat     | D.G.F.                                | 1 044 940 €         | 1 117 783 €                  | 1 227 357 €         | 1 304 641 €                  |
| -        | Attribution du FNPTP                  | 70 557 €            | <b>7,5 %</b>                 | 70 384 €            | <b>7,4 %</b>                 |
| -        | Autres organismes                     | 2 286 €             |                              | 6 900 €             |                              |
| Départem | Taxe addit. Dts Mutation              | 827 434 €           | 876 408 €                    | 2 086 872 €         | 2 280 237 €                  |
| -        | Gestion Collège                       | 48 974 €            | <b>5,9 %</b>                 | 193 365 €           | <b>12,9 %</b>                |
| Europe   | Subvention pour promotion touristique |                     |                              | 36 250 €            | 36 250 €<br><b>0,2 %</b>     |
|          |                                       | <b>14 861 387 €</b> | <b>100 %</b>                 | <b>17 643 333 €</b> | <b>100 %</b>                 |

On constate que les recettes totales ont augmenté de 18,7 % en 2004 par rapport à 2003. Cependant la part de la commune diminue, pour passer de 75,3 % en 2003 à 67,8 % en 2004. Cette baisse n'est qu'apparente puisque le montant des recettes communales augmente en valeur absolue.

De façon globale, toutes les principales recettes locales sont en évolution positive constante, la plus remarquable étant celle de la « redevance DMIC » qui a doublé en un an passant de 700.990 € à 1.406.496 €. La nouvelle taxe sur les carburants continue de connaître une croissance satisfaisante.

Les raisons de l'augmentation sont localisées dans la part de recettes venant du Département. En effet, on a assisté en 2004 à une augmentation spectaculaire du produit de la « taxe additionnelle aux droits de mutation » dont le montant 2003 a carrément été multiplié par 2,52. D'autre part, les versements du Département pour la gestion du collège résultent de sommes des années antérieures qui avaient été versées par erreur à l'Agence comptable des collèges des Iles du Nord et qui ont été régularisées.

### **B. Les dépenses de fonctionnement**

Au fil de l'augmentation de son patrimoine mobilier et immobilier, la commune a l'obligation de pourvoir à l'entretien et au bon fonctionnement de ce dernier afin de satisfaire à ses missions d'ordre et de service public. En voici les grandes lignes pour les deux exercices 2003 et 2004.

#### **Dépenses de fonctionnement 2003 et 2004**

| Chapitre | Libellé                            | 2002               |             | 2004               |             |
|----------|------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|-------------|
|          |                                    | Montant            | Total %     | Montant            | Total %     |
| 011      | <b>Charges à caractère général</b> | <b>5 957 885 €</b> |             | <b>4 701 349 €</b> |             |
|          | Eau et assainissement              | 2 606 113 €        |             | 2 236 260 €        |             |
|          | Electricité                        | 151 323 €          |             | 92 606 €           |             |
|          | Carburants                         | 34 610 €           |             | 43 257 €           |             |
|          | Alimentation                       | 15 830 €           |             | 13 717 €           |             |
|          | Vêtements de travail               | 11 148 €           |             | 5 748 €            |             |
|          | Fournitures d'entretien            | 33 022 €           |             | 29 395 €           |             |
|          | Petit équipement                   | 77 013 €           |             | 45 228 €           |             |
|          | Fournitures administratives        | 52 756 €           |             | 37 960 €           |             |
|          | Achats de livres                   | 5 414 €            |             | 4 852 €            |             |
|          | Fournitures scolaires              | 2 418 €            |             | €                  |             |
|          | Contrat prestation service         | 1 371 034 €        | 5 957 885 € | 605 953 €          | 4 701 349 € |
|          | Locations immobilières             | 126 032 €          |             | 139 618 €          |             |
|          | Locations mobilières               | 48 946 €           | 51,2 %      | 11 128 €           | 47,2 %      |
|          | Entretien terrains                 | 231 225 €          |             | 249 951 €          |             |
|          | Entretien bâtiments                | 206 014 €          |             | 189 512 €          |             |
|          | Entretien voirie                   | 119 784 €          |             | 104 920 €          |             |
|          | Entretien matériel roulant         | 39 649 €           |             | 34 112 €           |             |
|          | Entretien autres biens             | 36 168 €           |             | 12 799 €           |             |
|          | Maintenance                        | 63 928 €           |             | 69 823 €           |             |
|          | Assurances                         | 89 234 €           |             | 180 984 €          |             |

|     |                                        |                    |             |                    |             |
|-----|----------------------------------------|--------------------|-------------|--------------------|-------------|
|     | Documentation                          | 154 599 €          |             | 128 180 €          |             |
|     | Honoraires                             | 120 600 €          |             | 146 908 €          |             |
|     | Fêtes et cérémonies                    | 110 130 €          |             | 123 771 €          |             |
|     | Transports/voyages                     | 88 753 €           |             | 65 546 €           |             |
|     | Missions/réceptions                    | 18 302 €           |             | 18 622 €           |             |
|     | La Poste - affranchissements           | 17 395 €           |             | 14 679 €           |             |
|     | Télécommunications                     | 65 819 €           |             | 67 397 €           |             |
|     | Autres charges                         | 60 626 €           |             | 28 420 €           |             |
| 012 | <b>Charges de personnel</b>            | <b>3 592 951 €</b> |             | <b>3 703 245 €</b> |             |
|     | Rémunération, NBI, indemnités          | 2 782 578 €        | 3 592 951 € | 2 886 086 €        | 3 703 245 € |
|     | Cotisations sociales                   | 774 123 €          |             | 808 537 €          |             |
|     | Prestations familiales                 | 30 349 €           | 30,9 %      | 1 849 €            | 37,2 %      |
|     | Médecine du travail                    | 5 901 €            |             | 6 773 €            |             |
| 65  | <b>Autres charges gestion courante</b> | <b>1 896 500 €</b> |             | <b>1 408 611 €</b> |             |
|     | Indemnités Cotisations élus            | 98 102 €           | 1 896 500 € | 94 403 €           | 1 408 611 € |
|     | Service incendie secours               | 47 757 €           |             | 48 697 €           |             |
|     | Subventions d'équipement               | 122 340 €          | 16,3 %      | 11 000 €           | 14,1 %      |
|     | Subventions CCAS et C d E              | 796 092 €          |             | 633 000 €          |             |
|     | Subventions aux associations           | 275 547 €          |             | 243 556 €          |             |
|     | Contrats écoles privées                | 429 862 €          |             | 297 090 €          |             |
|     | Gestion du collège                     | 126 800 €          |             | 80 081 €           |             |
| 66  | <b>Charges financières</b>             | <b>111 326 €</b>   |             | <b>94 296 €</b>    |             |
|     | Intérêts des emprunts                  | 111 326 €          | 1 %         | 94 296 €           | 0,9 %       |
| 67  | <b>Charges exceptionnelles</b>         | <b>74 260 €</b>    | 74 260 €    | <b>55 911 €</b>    | 55 911 €    |
|     | Secours et dots                        | 66 260 €           | 0,6 %       | 49 220 €           | 0,6 %       |
|     | Autres charges                         | 8 000 €            |             | 6 691 €            |             |
|     |                                        | 11 632 922 €       | 100         | 9 963 412 €        | 100         |

En commentaire de ce tableau des dépenses de fonctionnement, on constate tout d'abord une différence notable dans le montant versé pour le « contrat de prestation de service » ; cette dépense représente la rémunération du délégataire exploitant l'usine d'incinération des ordures ménagères. La différence provient du fait que les règlements de la commune ont été suspendus en cours d'année à la demande du délégataire et dans l'attente de la régularisation du statut juridique de la société exploitante. Cette régularisation étant faite avec l'accord du conseil municipal mais traînant à longueur et mettant en déséquilibre la comptabilité communale, les règlements ont été rétablis à Cyclergie.

On constate ensuite une augmentation de la masse salariale de 3 % en 2004 par rapport à 2003. Les raisons de cette augmentation sont à rechercher dans l'évolution de la carrière des agents, qui se traduit dans le mouvement appelé : glissement - vieillesse - technicité, autrement dit les évolutions de carrière des différents cadres d'emploi impliquent obligatoirement une augmentation indiciaire donc une croissance des salaires. C'est le seul chapitre qui augmente tandis que l'on remarque une baisse des autres dépenses de fonctionnement, y compris du niveau général des dépenses qui passe de 11.632.922 € en 2003 à 9.963.412 € en 2004. Toutefois, comme nous l'avons annoncé en introduction, certaines dépenses viendront augmenter ce montant global provisoire par le principe des charges rattachées (Achats d'eau à l'UCDEM, Contrat de prestation de service).

### **C. La détermination de l'épargne brute.**

La connaissance des recettes et des dépenses propres à l'exercice permet de déterminer l'épargne brute dégagée et rendue disponible pour les investissements. C'est ainsi que cette épargne brute est la suivante pour les deux exercices étudiés :

√ en 2003 elle sera égale à :  $14\ 861\ 387 - 11\ 632\ 922 = 3\ 228\ 465$  €.

√ en 2004 elle sera égale à :  $17\ 643\ 333 - 9\ 963\ 412 = 7\ 679\ 921$  €.

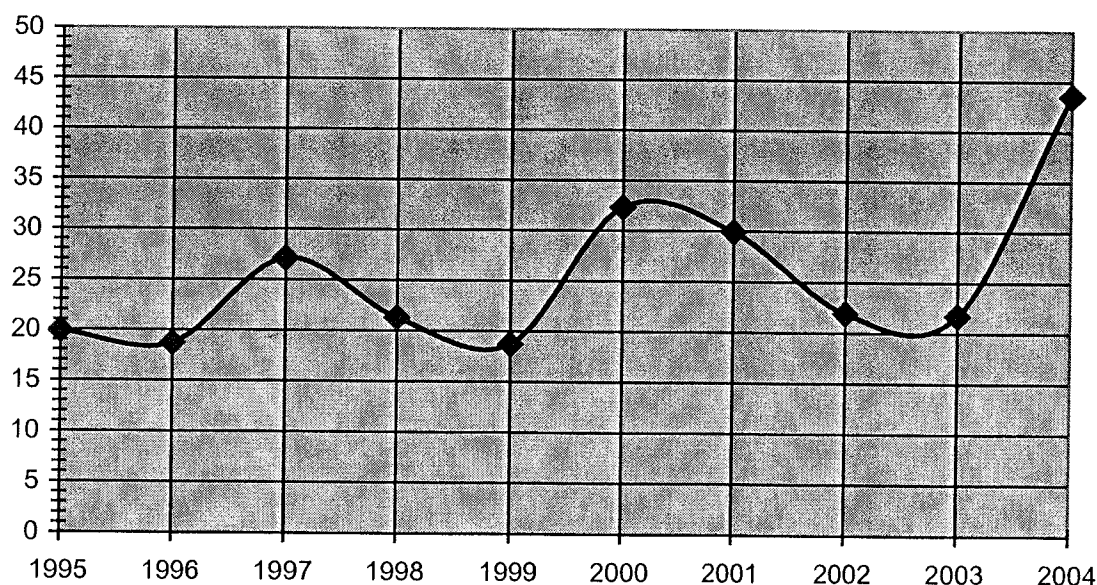
En complément de ce chiffre, on peut calculer le taux d'épargne comme suit :

$$\text{Taux d'épargne} = \frac{\text{recettes réelles} - \text{dépenses réelles de fonctionnement}}{\text{Recettes réelles de fonctionnement}}$$

L'évolution de ce taux est utile et renseigne les élus sur les marges de manœuvre dont ils disposent en matière d'investissement. Ainsi, le taux d'épargne s'est comporté comme suit depuis 1995 :

| Années         | 1995  | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux d'épargne | 19,9% | 18,7% | 27,1% | 21,3% | 18,9% | 32,3% | 29,9% | 21,9% | 21,7% | 43,5% |

*Evolution du taux d'épargne entre 1995 et 2004*



Sur la courbe telle qu'elle apparaît dans le graphique, on voit se profiler une évolution cyclique du taux d'épargne avec une période allant de trois à quatre ans. Il est remarquable d'observer depuis 1995 que tous

les investissements ont pu être réalisés sans faire appel à l'emprunt. La politique municipale en matière d'investissements se construit d'abord en fonctionnement par une bonne maîtrise des dépenses et une perception optimale des recettes. L'épargne renseigne sur la capacité d'autofinancement de la collectivité, c'est un facteur déterminant dans l'évaluation du niveau d'investissement sachant que l'on postule sur le non recours à l'emprunt. Nous sommes en transition vers une forme différente de collectivité, les besoins d'investissements du nouveau cadre doivent être déterminés et c'est à partir de ces besoins que la poursuite de la même politique sera possible ou non. Mais les choix futurs peuvent s'éclairer utilement à la lecture de l'expérience passée.

### **3 - NOS RÉALISATIONS**

Nous proposons de regrouper les recettes par origine plutôt que de les éclater par opération puisque nous menons une réflexion globale de la situation budgétaire.

#### **A - Les recettes d'investissement**

| Origine     | Libellé                     | 2003        |        | 2004        |        |
|-------------|-----------------------------|-------------|--------|-------------|--------|
|             |                             | Montant     | %      | Montant     | %      |
| Europe      | Subvention d'investissement | 601 329 €   | 7 %    | 614 344 €   | 7,1 %  |
| Etat        | Subvention d'investissement | 443 931 €   | 5,2 %  | 566 559 €   | 6,5 %  |
| Etat        | F.C.T.V.A                   | €           |        | €           |        |
| Région      | Subvention d'investissement | 93 000 €    | 1,1 %  | 549 544 €   | 6,3 %  |
| Département | Subvention d'investissement | 298 162 €   | 3,5 %  | 381 433 €   | 4,4 %  |
| Commune     |                             |             |        |             |        |
| -           | T.L.E.                      | 99 478 €    |        | 232 951 €   |        |
| -           | Autres immob. financières   | 51 564 €    | 83,2 % | 55 725 €    | 75,7 % |
| -           | Immob. Corporelles          | 1 000 €     |        | €           |        |
| -           | Fonds propres               | 6 687 636 € |        | 6 089 709 € |        |
| -           | Amortissements              | 243 583 €   |        | 216 648 €   |        |
|             | Total de la section         | 8 519 683 € | 100    | 8 706 913 € | 100    |

A l'examen des recettes d'investissement tant en 2003 qu'en 2004, on constate que la commune n'a pas reçu le versement du Fonds de compensation de la TVA - D'après les dernières informations reçues par le maire, la situation serait en voie d'être régularisée car il est vrai que cela concerne tout de même une somme de 1 985 500 €. La conséquence d'une telle situation est que la commune est contrainte de fournir un plus gros effort de financement en puisant dans ses fonds propres pour le paiement des investissements.

Avec un total des dépenses d'investissement de 8 706 913 €, les recettes collectées en cours d'exercice et nécessaires pour le règlement des investissements peuvent se résumer comme suit : pour 100 € de dépenses d'investissement, la commune a mis 75 € 70 sur ses ressources

propres, l'Europe : 7 € 10, l'Etat : 6 € 50, la Région : 6 € 30 et le Département : 4 € 40 cents. La publication de ces chiffres n'a pas pour objectif de faire du triomphalisme mais plutôt d'essayer de sensibiliser tout un chacun au rôle économique incontournable que joue la commune dans le développement de l'Ile de Saint Barthélemy et au soutien qu'elle apporte dans l'activité de nombreuses entreprises. Ainsi, ce rôle sera de plus en plus important, notamment dans la collectivité d'outre-mer. Cela implique une meilleure prise de conscience du rôle des élus et surtout de leur capacité à percevoir le rôle de redistribution de la richesse collectée que remplit la collectivité dans cette petite économie insulaire

### **B – Les Dépenses d'investissement**

Il convient de passer en revue les réalisations de l'exercice en dépenses et de les replacer dans le contexte budgétaire. Pour préserver une certaine cohérence, nous continuerons d'utiliser la classification adoptée lors des exercices précédents et qui décrit ces dépenses d'après leur nature.

| <b>LIBELLÉS</b>                   | <b>2001</b>        | <b>2002</b>        | <b>2003</b>        | <b>2004</b>        |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Acquisition de terrains           | 11 129 €           | 2 550 €            | 226 313 €          | 12 488 €           |
| Bâtiments administratifs          | 1 719 169 €        | 1 239 378 €        | 651 583 €          | 471 311 €          |
| Bâtiments scolaires               | 325 952 €          | 77 744 €           | 154 278 €          | 116 277 €          |
| Electrification rurale            | 247 907 €          | 364 460 €          | 281 456 €          | 288 200 €          |
| Adduction eau potable             | 359 630 €          | 723 100 €          | 899 842 €          | 1 303 065 €        |
| Travaux routiers                  | 50 228 €           | 939 078 €          | 1 187 348 €        | 1 944 996 €        |
| Déchets, environmt., assainissmt. | 3 763 470 €        | 579 274 €          | 679 924 €          | 265 371 €          |
| Sports                            | 90 196 €           | 124 940 €          | 1 515 568 €        | 342 109 €          |
| Acquisitions biens d'équipemt.    | 77 702 €           | 86 652 €           | 74 820 €           | 75 332 €           |
| Port                              | 39 903 €           | 561 944 €          | 2 257 539 €        | 915 608 €          |
| Aéroport                          | 0 €                | 0 €                | 273 036 €          | 2 597 995 €        |
| Remboursement emprunts            | 233 672 €          | 219 297 €          | 197 626 €          | 198 329 €          |
| Aides remboursables               | 3 201 €            | 4 573 €            | 13 235 €           | 4 574 €            |
| Frais d'études et de recherche    | 18 429 €           | 90 006 €           | 23 865 €           | 65 582 €           |
| Sécurité                          | 22 755 €           | 167 523 €          | 83 250 €           |                    |
| Secteur social et Gérontologie    |                    |                    | .....              | 105 676 €          |
| <b>Totaux</b>                     | <b>6 963 343 €</b> | <b>5 180 519 €</b> | <b>8 519 683 €</b> | <b>8 706 913 €</b> |

Comme considération générale, on constate que le montant total des dépenses d'investissement en 2004 est le plus élevé des quatre dernières années si l'on considère que l'année 2000 avait battu le record avec un montant de 9 613 647 €. En 2000 en effet, la commune avait eu à faire face au plus gros des dépenses de construction de la nouvelle usine d'incinération des ordures ménagères (47 % des dépenses d'investissement de l'année).

Par ordre d'importance, les travaux de l'aéroport sont les plus élevés avec la réfection de la piste ; il faut signaler que les paiements ne sont pas terminés car votés pour un montant de 3 450 000 €. Ensuite ce sont les travaux routiers pour un montant de 1 944 996 €, qui peut être

rapproché du montant de la taxe sur les carburants recouvrée pendant l'année pour la somme de 2 180 940 €.

Le troisième secteur de travaux est celui de l'adduction d'eau potable avec 1 303 065 €. En quatrième lieu, les travaux du port avec la fin de la réfection du Quai Général de Gaulle et le début de la construction de la capitainerie et d'un espace de réception.

Parmi les travaux sur les bâtiments administratifs, on peut noter l'effort de la collectivité en faveur des associations avec le local studio radio à Colombier, l'aménagement de la citerne de Public, le local de la réserve marine.

Les autres travaux sont disséminés dans les différentes opérations individuelles.

#### **4 – LES ORIENTATIONS POUR UNE ANNEE DE DECISION**

Dans notre rapport de présentation des orientations budgétaires pour l'année 2004, nous avons péché par optimisme et tenté d'ouvrir des perspectives pour une année de transition. Certes, ces perspectives demeurent entièrement fondées dans le constat qu'elles établissent et les voies qu'elles ouvrent pour la transformation institutionnelle, mais nous nous devons d'être au plus près de la concrétisation de la démarche en définissant les orientations pour une année de décision. Bien entendu, le présent rapport n'a pas l'ambition de tout prévoir, notre propos se limitera aux actions qui seront entreprises par la commune dans la limite de ses moyens financiers et de ses compétences.

##### **A – Les prévisions en fonctionnement**

###### **1 – Les dépenses**

Sans entrer dans le détail des différents articles, l'exercice 2004 n'a pas connu de dépense de fonctionnement anormale ou exceptionnelle, aussi nous proposons une projection basée sur la stabilité pour 2005 en y ajoutant les dépenses motivées suivantes :

- ⇒ Aux charges de personnel, il convient de prévoir les crédits nécessaires pour le recrutement d'un « collaborateur de cabinet ». Ce poste est à pourvoir en cours d'année afin de préparer les dossiers de suivi de la procédure législative et de préparation des transferts de compétences.
- ⇒ La constitution d'une « provision pour risque de catastrophe naturelle ». La récente actualité est riche d'évènements

catastrophiques qui renforcent la nécessité de disposer d'une enveloppe votée à cet effet et permettant d'agir dans l'urgence.

- ⇒ La réalisation de certaines opérations ponctuelles telle que la publication d'une plaquette sur le règlement local de publicité.
- ⇒ La poursuite de l'opération de dénomination des voies et de numérotation des habitations.
- ⇒ Au chapitre des subventions, la commune s'est engagée par la voie du Maire à voter et verser une subvention en faveur de la Commune de Terre-de-Bas, durement affectée par le séisme du 21 novembre 2004. D'autre part, le Maire a reçu un courrier de la Croix Rouge – Délégation de la Guadeloupe, demandant à la commune de s'associer à la grande opération humanitaire de solidarité avec les sinistrés d'Asie en disposant une urne dans la mairie pour la collecte des fonds auprès du public. Le conseil décidera si il associe la collectivité à cette opération d'ampleur mondiale.
- ⇒ Toujours dans le cadre des subventions, la commune est sollicitée par une école privée en vue d'une subvention d'équipement pour des travaux de sécurisation de la circulation des élèves ainsi que pour la publication d'une plaquette.

## 2 – Les recettes

La prévision en ce qui concerne l'évolution des recettes nous place dans une configuration analogue à l'année 2004 à quelques exceptions près (Pas de subvention de l'Europe – gestion du collège correspondant à la somme 2005 soit 50 052 €). Les prévisions avoisineront 16 500 000 €. En estimant les dépenses de fonctionnement à 13 500 000 €, l'excédent dégagé peut être évalué à 3 000 000 €.

### **B – Les prévisions en investissement**

#### 1 – L'évolution des recettes

Aucun facteur conjoncturel actuel n'est de nature à inverser la tendance positive de réalisation des recettes. La seule interférence réside au niveau de la non – connaissance à ce jour des chiffres définitifs pour 2004. D'autre part la question est posée de savoir si la commune doit prévoir une recette en matière de Fonds de compensation de la TVA. A priori du fait que le Maire n'a reçu aucune contre-indication sous forme écrite, rien ne s'oppose à l'inscription.

Ainsi, les recettes d'investissement peuvent être prévues comme suit :

- Excédent de fonctionnement : 3 000 000 €
- Fonds de compensation de la TVA (régul 2003 et 2004) : 1 985 500 €,
- Fonds de compensation de la TVA 2005 (CA 2003) : 1 350 000 €

- Taxe Locale d'Équipement : 200 000 €
  - Amortissement des immobilisations : 220 000 €
  - Autres immobilisations corporelles : 50 000 €
- Soit un montant de recettes de 6 805 500 €, auquel s'ajouteront les subventions nouvelles accordées.

## 2 – Restes à réaliser : les opérations poursuivies

L'examen du compte administratif nous permettra d'examiner en détail les réalisations de l'exercice 2004, toutefois certaines de ces opérations ne sont pas terminées et doivent être reportées et reprises dans le budget primitif. Au 31 décembre, le service comptable et financier établit l'état des restes à réaliser en dépenses et en recettes d'investissement. Cet état, signé par le maire, est transmis au receveur municipal pour permettre à ce dernier de poursuivre les paiements qu'il recevra et ne pas interrompre la poursuite des travaux en cause ni mettre les entreprises en difficulté de trésorerie. Ainsi, les opérations qui seront reprises sont résumées dans le tableau suivant avec d'une part les dépenses et de l'autre les recettes restant à percevoir :

| <b>Intitulé des opérations</b>       | <b>Dépenses réalisées</b> | <b>Dépenses reportées</b> | <b>Recettes réalisées</b> | <b>Recettes Reportées</b> |
|--------------------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Frais d'études et de recherche       | 63 582                    | 34 033                    | 0                         | 00                        |
| Refoulement Public-Colombier         |                           |                           | 66 972                    | 121 994                   |
| Construction logement collège        | 15 275                    | 3 459                     | 0                         | 0                         |
| Aménagement espace propreté          | 239 329                   | 162 035                   | 196 745                   | 638 155                   |
| Aménagement pourtours du stade       | 164 477                   | 43 839                    | 98 667                    | 347 583                   |
| Assainissement pluvial/Canal Salines | 0                         | 30 716                    | 0                         | 213 500                   |
| Aménagement espace Gambier           | 27 913                    | 20 412                    | 79 059                    | 118 910                   |
| A E P – Programme 2002               | 0                         | 0                         | 4 500                     | 43 334                    |
| Local réserve marine                 | 23 522                    | 2 812                     | 34 301                    | 41 161                    |
| Matériel/Bouées réserve marine       | 0                         | 0                         | 0                         | 80 000                    |
| Réfection façades des écoles         | 3 000                     | 1 839                     | 0                         | 0                         |
| Réhabilitation église catholique     | 0                         | 75 000                    | 0                         | 0                         |
| Travaux de voirie – Année 2003       | 630 965                   | 182 464                   | 0                         | 0                         |
| Adduction d'eau potable – Prog. 2003 | 112 283                   | 0                         | 88 125                    | 76 875                    |
| Electrification rurale – 2003        | 247 490                   | 13 663                    | 104 898                   | 0                         |
| Construction locaux administratifs   | 52 907                    | 697 093                   | 0                         | 0                         |
| Aéroport – Sécurité - Clôture        | 8 513                     | 0                         | 29 320                    | 8 605                     |
| Aéroport – Etudes réfection piste    | 10 559                    | 0                         | 10 900                    | 14 300                    |
| Port – Matériel antipollution        | 0                         | 151 000                   | 0                         | 112 500                   |
| Acq. Matériels pour tous services    | 75 332                    | 4 170                     | 0                         | 0                         |
| Réfection et aménagt. Quai de Gaulle | 121 189                   | 251 718                   | 106 628                   | 605 872                   |
| Aménagement citerne de Public        | 120 495                   | 9 855                     | 0                         | 0                         |
| Local studio radio à Colombier       | 111 665                   | **28 995                  | 0                         | 0                         |
| Adduction d'Eau Potable – St Jean    | 1 190 782                 | **259 218                 | 0                         | 1 087 500                 |
| Adduction d'Eau Potable – Gustavia   | 0                         | 175 016                   | 56125                     | 81 375                    |
| Electrif. Rurale – Poste de St Jean  | 32 544                    | 14 139                    | 291 893                   | 0                         |
| Etudes station épurat. Petits Galets | 2 520                     | 114 680                   | 0                         | 0                         |
| Travaux de voirie – Rue Victor Hugo  | 79 193                    | 51 571                    | 75 000                    | 25 000                    |
| Aéroport – Réfection de la piste     | 2 578 922                 | 871 078                   | 0                         | 2 617 000                 |
| Capitainerie et espace de réception  | 786 597                   | 1 548 903                 | 75 380                    | 1 937 909                 |

|                                        |         |                  |        |                  |
|----------------------------------------|---------|------------------|--------|------------------|
| Salle de sports à St Jean              | 151 207 | 25 066           | 0      | 0                |
| Aménagement rue Schoelcher             | 538 790 | 862 862          | 0      | 0                |
| Aménagement rue Bord de Mer            | 570 551 | 576 449          | 70 000 | 70 000           |
| Aménagement rond point Petite Anse     | 0       | 50 000           | 0      | 0                |
| Espace ludique et sportif A. des Cayes | 0       | 100 000          | 75 000 | 0                |
| Eclairage pétanque et bi-cross         | 2 574   | 27 426           | 0      | 25 000           |
| Réseau radio hôpital-SMUR-Sap.Pomp.    | 0       | 18 791           | 0      | 0                |
| Aménagement rue de la Colline          | 0       | 400 000          | 0      | 0                |
| Agrandissement local PAF Gambier       | 0       | 25 999           | 0      | 0                |
| Electrification rurale – Progr. 2004   | 0       | 232 500          | 0      | 168 340          |
| Aménagement bât. Comx – Prog 2004      | 7 085   | 115 315          | 0      | 0                |
| Exutoire étang de St Jean              | 0       | 150 000          | 0      | 0                |
|                                        |         |                  |        |                  |
| <b>Totaux des crédits à reporter</b>   |         | <b>7 332 116</b> |        | <b>8 434 913</b> |

\*\* Programmes en dépassement : crédits à prévoir

Le solde de ce tableau fait apparaître un excédent des recettes sur les dépenses reportées, il résulte en effet de la différence : 8.434.913 – 7.332.116 = 1 102 797 €. Ce solde positif confirme, encore une fois l'importance des avances consenties sur les fonds propres pour le paiement des dépenses d'investissement.

### 3 – Les investissements à prévoir

Nous allons dans un premier temps déterminer l'enveloppe disponible pour de nouveaux investissements. Pour ce faire, sachant que nous allons reporter les restes à réaliser, nous savons déjà que ce transfert permettra de bénéficier d'un excédent de 1 102 797 €. D'autre part, nous avons établi plus haut que les recettes d'investissement que l'on pouvait prévoir pour 2004 étaient évaluées à 6 805 500 €. Le total de ces recettes nous donne une enveloppe disponible de 7 908 297 €.

Dans un deuxième temps, il est proposé, dans la mesure où les disponibilités en matière de trésorerie et de fonds propres le permettent, **de procéder au remboursement par anticipation d'une partie, voire de la totalité de la dette.** Au 1<sup>er</sup> janvier 2005, le montant de la dette en capital est de **844 836,85 €**. Compte tenu de ce montant, il est parfaitement envisageable de rembourser la totalité de la dette. Pour ce faire et si le conseil municipal en décide ainsi, il convient de faire la démarche auprès des établissements prêteurs afin de leur faire connaître la volonté de la collectivité de rembourser les emprunts par anticipation. L'établissement notifiera à la commune le montant à rembourser qui correspondra au capital restant dû auquel s'ajoutera une commission de clôture de compte et d'autres frais, éventuellement.

Dans un troisième temps, nous pouvons établir la liste des opérations dont la réalisation peut être envisagée en 2005, elles sont résumées dans le tableau suivant, et elles tiennent compte du remboursement du capital de la dette :

| Intitulé de l'opération                                                                                                                                                      | Montant total | Subvention sollicitée | Fonds propres Requis |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------------|----------------------|
| <b>TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>                                                                                                                                                    |               |                       |                      |
| Participation de la commune à la connexion au câble Guadeloupe numérique : sur une participation totale de 1 000 000 €, la Région accepte un paiement étalé sur 2 exercices. | 500 000       |                       | 500 000              |
| <b>REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DE LA DETTE</b>                                                                                                                                    |               |                       |                      |
| Remboursement anticipé de la dette dont le capital restant dû au 1/1/2005 est de 844 836,85, arrondi à 850 000 € pour tenir compte des frais éventuels :                     | 850 000       |                       | 850 000              |
| <b>TRAVAUX DE BATIMENT</b>                                                                                                                                                   |               |                       |                      |
| Construction d'un local pour la tête de réseau du câble numérique à Gustavia                                                                                                 | 80 000        |                       | 80 000               |
| Reconstruction de la toiture de l'église de Gustavia :                                                                                                                       | 750 000       | 367 500               | 382 500              |
| Réalisation de 4 logements à Gustavia (complément de financement)                                                                                                            | 70 000        |                       | 70 000               |
| Construction de bureaux sur le site de l'ancienne caserne des sapeurs pompiers à Gustavia                                                                                    | 800 000       |                       | 800 000              |
| Complément de financement pour « Local studio radio à Colombier »                                                                                                            | 500           |                       | 500                  |
| Réfection du local communal de Lorient à usage de dortoir mais aussi de « Bureau de vote »                                                                                   | 50 000        |                       | 50 000               |
| Aménagement du bureau de la Perception                                                                                                                                       | 25 000        |                       | 25 000               |
| <b>ACQUISITIONS DE TERRAINS</b>                                                                                                                                              |               |                       |                      |
| Acquisition de terrains à Lurin (Maison France Télécom)                                                                                                                      | 500 000       |                       | 500 000              |
| Acquisition de terrain à Gustavia (Face à l'église catholique)                                                                                                               | 250 000       |                       | 250 000              |
| <b>CENTRE DE PROPRETÉ</b>                                                                                                                                                    |               |                       |                      |
| Aménagement du Centre de Propreté (Complément de financement)                                                                                                                | 132 000       |                       | 132 000              |
| Acquisition d'un véhicule utilitaire pour le Service de Propreté :                                                                                                           | 14 900        |                       | 14 900               |
| Remplacement du tapis d'évacuation du broyeur au Service de Propreté :                                                                                                       | 30 000        |                       | 30 000               |
| Remplacement de l'engin teleporter affecté au Service de Propreté :                                                                                                          | 79 400        |                       | 79 400               |
| <b>TRAVAUX SUR LA VOIRIE ET DE SÉCURITÉ</b>                                                                                                                                  |               |                       |                      |
| Aménagement de la rue de la Colline à Gustavia (2 <sup>e</sup> tranche de financement)                                                                                       | 410 000       |                       | 410 000              |
| Reprise du mur de soutènement entre l'œuf et la Tourmente :                                                                                                                  | 220 000       |                       | 220 000              |
| Reprise des accotements sur la voie communale entre Salines et Tourterelle :                                                                                                 | 50 000        |                       | 50 000               |
| Pose d'une glissière de sécurité entre le rond point de Tourmente et l'aéroport :                                                                                            | 30 000        |                       | 30 000               |
| Poursuite de la réfection de la route communale entre Vitet et Marigot :                                                                                                     | 350 000       |                       | 350 000              |
| Réalisation de trottoirs le long de la route départementale à Lorient :                                                                                                      | 135 000       |                       | 135 000              |
| Réfection et élargissement de la route communale à Colombier :                                                                                                               | 380 000       |                       | 380 000              |

|                                                                                                                                                              |                  |                |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|------------------|
| Autres réfections diverses sur le réseau routier communal :                                                                                                  | 350 000          |                | 350 000          |
| Etudes pour l'aménagement de la Rue du Général de Gaulle à Gustavia :                                                                                        | 20 000           |                | 20 000           |
| Aménagement du rond-point de la Tourmente, appel à projets et travaux :                                                                                      | 80 000           |                | 80 000           |
| Complément de financement pour l'aménagement du rond-point de Petite Anse                                                                                    | 10 000           |                | 10 000           |
| <b>ASSAINISSEMENT</b>                                                                                                                                        |                  |                |                  |
| Connexion au réseau des eaux usées de la Capitainerie et autres bâtiments communaux :                                                                        | 350 000          |                | 350 000          |
| Etudes - assainissement de Gustavia et pour le dimensionnement de la station d'épuration-Compl                                                               | 132 800          |                | 132 800          |
| <b>ADDUCTION D'EAU POTABLE</b>                                                                                                                               |                  |                |                  |
| Complément de financement pour « AEP St Jean » (dépassement du programme)                                                                                    | 222 000          |                | 222 000          |
| Poursuite du réseau AEP à St Jean entre le pont et le carrefour près la Villa Créole.                                                                        | 550 000          |                | 550 000          |
| <b>ÉLECTRIFICATION RURALE</b>                                                                                                                                |                  |                |                  |
| Habillage de postes transformateurs                                                                                                                          | 15 000           |                | 15 000           |
| Mise en souterrain réseau Terre-Neuve> Flamands Opération coordonnée avec EDF                                                                                | 50 000           |                | 50 000           |
| Renforcement à Dévé (Coût de l'opération : 160.000 € - Voté en 2004 : 85 452 € - Complément 2005 : 74 548€ dont 32 000 € de participation des particuliers : | 74 548           | 32 000         | 42 548           |
| <b>ÉQUIPEMENTS SPORTIFS</b>                                                                                                                                  |                  |                |                  |
| Aménagement du local de tir à l'arc à St Jean                                                                                                                | 55 000           |                | 55 000           |
| Aménagement d'équipements sportifs au stade :                                                                                                                | 25 000           |                | 25 000           |
| Jeux pour le jardin d'enfants à St Jean :                                                                                                                    | 25 000           |                | 25 000           |
| Terrain de tennis à St Jean :                                                                                                                                | 85 000           |                | 85 000           |
| <b>AUTRES ÉQUIPEMENTS</b>                                                                                                                                    |                  |                |                  |
| Fourniture d'équipements pour les services communaux :                                                                                                       | 50 000           |                | 50 000           |
| <b>TOTAUX PROVISOIRES</b>                                                                                                                                    | <b>7 801 148</b> | <b>399 500</b> | <b>7 401 648</b> |

La liste de ces opérations n'est pas figée et peut être modifiée par le conseil municipal. Toutefois, si tous ces projet sont inscrits et votés au budget primitif, nous souhaitons attirer l'attention du conseil sur le fait que le Service Technique ne pourra, à lui seul, mener à bien toutes ces opérations, en raison essentiellement de leur nombre. En effet, le nouveau Code des Marchés Publics impose des règles beaucoup plus contraignantes que précédemment :

⇒ Seuls, les marchés de travaux, de fournitures ou de services d'un montant inférieur à **4 000 € HT** peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence préalable,

⇒ Au dessus de **4 000 € HT**, il faut obligatoirement organiser la publicité et la mise en concurrence, avec des seuils et des adaptations.

L'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics sont assurés par **la définition préalable des besoins, le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence, ainsi que par le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.**

|                                                                                                                                                              |                  |                |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|------------------|
| Autres réfections diverses sur le réseau routier communal :                                                                                                  | 350 000          |                | 350 000          |
| Etudes pour l'aménagement de la Rue du Général de Gaulle à Gustavia :                                                                                        | 20 000           |                | 20 000           |
| Aménagement du rond-point de la Tourmente, appel à projets et travaux :                                                                                      | 80 000           |                | 80 000           |
| Complément de financement pour l'aménagement du rond-point de Petite Anse                                                                                    | 10 000           |                | 10 000           |
| <b>ASSAINISSEMENT</b>                                                                                                                                        |                  |                |                  |
| Connexion au réseau des eaux usées de la Capitainerie et autres bâtiments communaux :                                                                        | 350 000          |                | 350 000          |
| Etudes - assainissement de Gustavia et pour le dimensionnement de la station d'épuration-Compl                                                               | 132 800          |                | 132 800          |
| <b>ADDUCTION D'EAU POTABLE</b>                                                                                                                               |                  |                |                  |
| Complément de financement pour « AEP St Jean » (dépassement du programme)                                                                                    | 222 000          |                | 222 000          |
| Poursuite du réseau AEP à St Jean entre le pont et le carrefour près la Villa Créole.                                                                        | 550 000          |                | 550 000          |
| <b>ÉLECTRIFICATION RURALE</b>                                                                                                                                |                  |                |                  |
| Habillage de postes transformateurs                                                                                                                          | 15 000           |                | 15 000           |
| Mise en souterrain réseau Terre-Neuve> Flamands<br>Opération coordonnée avec EDF                                                                             | 50 000           |                | 50 000           |
| Renforcement à Dévé (Coût de l'opération : 160.000 € - Voté en 2004 : 85 452 € - Complément 2005 : 74 548€ dont 32 000 € de participation des particuliers : | 74 548           | 32 000         | 42 548           |
| <b>ÉQUIPEMENTS SPORTIFS</b>                                                                                                                                  |                  |                |                  |
| Aménagement du local de tir à l'arc à St Jean                                                                                                                | 55 000           |                | 55 000           |
| Aménagement d'équipements sportifs au stade :                                                                                                                | 25 000           |                | 25 000           |
| Jeux pour le jardin d'enfants à St Jean :                                                                                                                    | 25 000           |                | 25 000           |
| Terrain de tennis à St Jean :                                                                                                                                | 85 000           |                | 85 000           |
| <b>AUTRES ÉQUIPEMENTS</b>                                                                                                                                    |                  |                |                  |
| Fourniture d'équipements pour les services communaux :                                                                                                       | 50 000           |                | 50 000           |
| <b>TOTAUX PROVISOIRES</b>                                                                                                                                    | <b>7 801 148</b> | <b>399 500</b> | <b>7 401 648</b> |

La liste de ces opérations n'est pas figée et peut être modifiée par le conseil municipal. Toutefois, si tous ces projet sont inscrits et votés au budget primitif, nous souhaitons attirer l'attention du conseil sur le fait que le Service Technique ne pourra, à lui seul, mener à bien toutes ces opérations, en raison essentiellement de leur nombre. En effet, le nouveau Code des Marchés Publics impose des règles beaucoup plus contraignantes que précédemment :

⇒ Seuls, les marchés de travaux, de fournitures ou de services d'un montant inférieur à **4 000 € HT** peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence préalable,

⇒ Au dessus de **4 000 € HT**, il faut obligatoirement organiser la publicité et la mise en concurrence, avec des seuils et des adaptations.

L'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics sont assurés par **la définition préalable des besoins, le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence, ainsi que par le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.**

Il ne faut pas négliger le rôle économique de redistribution que remplit la commune. En 2004, ce ne sont pas moins de **18 500 000 €** qui ont été injectés, en salaires, aides et travaux dans les circuits économiques de l'île. Cet aspect de la place que tient la commune, rôle qui sera encore plus fondamental lorsqu'il sera tenu par la Collectivité d'Outre-Mer, doit inciter tous les agents publics à considérer les fonctions qu'ils remplissent, non pas comme un simple travail, mais comme une « mission » au service de la population et de l'Île de Saint Barthélemy. Beaucoup l'ont déjà compris, qu'ils soient remerciés pour cela, mais un certain nombre l'ignore encore et cela est dommage.

-----

En conclusion, dans un exercice qui est loin d'être parfait, nous vous avons apporté les dernières informations disponibles concernant l'exécution du budget 2004 et la comparaison que l'on pouvait en faire avec les chiffres de l'exercice 2003 et des années précédentes.

L'année 2005 qui commence sera studieuse pour tous. Elle demandera une attention soutenue de tous les instants afin de disposer des informations qui nous seront demandées par toutes les instances appelées à participer à la construction de la nouvelle collectivité.

Nous espérons que votre débat sera fructueux et permettra de concrétiser les priorités de développement qui seront traduites dans le budget, mais aussi au-delà du budget, dans le cadre juridique et administratif qui organisera la vie de la cité.

Je vous remercie de votre attention.

En Mairie de Saint Barthélemy le 15 janvier 2004.

Le Maire,